ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 15 octobre 1984, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant l'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat", a donné le 26 novembre 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 15e oktober 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de besluitwet van 26 mei 1944 betreffende de bevoegdheid en de rechtspleging inzake misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat", heeft de 26e november 1984 het volgen advies gegeven :

1. L'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat peut se résumer comme suit :

1.1. Aux termes des articles 1er et 2, les auteurs, coauteurs et complices des infractions prévues par les dispositions énumérées par ces articles, sont jugés par les juridictions militaires, conformément aux dispositions de l'arrêté-loi et à "celles non contraires des lois de procédure pénale militaire".

Pareille compétence est limitée dans le temps, à savoir "jusqu'à la remise de l'armée sur pied de paix, et au plus tard jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la libération totale du territoire dont la date sera constatée par arrêté royal".

L'arrêté du Régent du 18 septembre 1945 a fixé la date précitée au 15 février 1945.

Deux dispositions particulières ont prorogé la durée pendant laquelle les juridictions militaires composées conformément à l'arrêté-loi sont compétentes; il s'agit :

a) de l'article 11 de l'arrêté-loi, aux termes duquel :

> "A l'expiration de la période déterminée à l'article 1er, les juridictions compétentes en vertu du présent arrêté-loi continuent à connaître, conformément aux dispositions du présent arrêté-loi, des infractions dont elles étaient saisies antérieurement et de celles qui faisaient déjà l'objet d'une instruction".

.../...

b) de l'article 5 de la loi du 1er juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, selon lequel :

> "Les juridictions militaires composées conformément à l'arrêté-loi du 26 mai 1944, modifié par les arrêtés-lois des 18 septembre 1944, 9 janvier 1945, 4 mai 1945, 18 décembre 1945 et 30 janvier 1946, connaissent des infractions prévues par le chapitre II du titre Ier du livre II du Code pénal, commises avant le 9 mai 1945, et qui ont fait l'objet d'une instruction postérieurement à la remise de l'armée sur pied de paix; elles connaissent, en outre, des infractions prévues par le même chapitre du Code pénal, dont elles étaient saisies antérieurement à la remise de l'armée sur pied de paix, et de celles qui faisaient déjà l'objet d'une instruction".

1.2. Les articles 3 à 5 régissent l'instruction. Celle-ci est confiée à l'auditeur militaire qui exerce les missions dévolues à la commission judiciaire.

L'article 5 concerne la détention préventive.

1.3. Les articles 6, 6bis, 7, 7bis, 7ter et 8 sont des dispositions d'organisation judiciaire.

L'article 6 crée au sein des conseils de guerre, des chambres composées de deux magistrats civils - dont le président - et de trois militaires.

L'article 6bis instaure des chambres composées d'un magistrat civil-président et de deux militaires.

Selon l'avant-dernier alinéa de l'article,

.../...

"Le ministère public ne cite devant ces chambres que les causes dans lesquelles il estime ne pas devoir requérir l'application d'une peine privative de liberté d'une durée supérieure à quinze ans".

L'article 7 a trait à l'organisation de la cour militaire. Alors que les articles 7bis et 7ter règlent les cas dans lesquels les magistrats civils des juridictions précitées ont été nommés ou délégués "à des fonctions dans une juridiction civile plus élevée", l'article 8 concerne l'établissement des listes de militaires aptes à siéger dans les juridictions militaires susmentionnées, ainsi que leur désignation dans ces juridictions.

1.4. L'article 9 réglemente le caractère contradictoire du jugement et impose la publication de certaines condamnations.

2. L'avant-projet de loi abroge les articles 6, 6bis, 7, 7bis et 8 de l'arrêté-loi du 26 mai 1944, résumés ci-avant sous le n° 1.3. Il supprime, en conséquence, les chambres des conseils de guerre et de la cour militaire créées en application de ces dispositions. Enfin, par mesure de précaution, il confie aux chambres ordinaires de ces juridictions la connaissance des affaires qui seraient encore en cours d'instance.

+

Compte tenu des considérations qui précèdent, le Conseil d'Etat ne perçoit pas les raisons pour lesquelles le Gouvernement a décidé de maintenir les articles 1er à 5 et 9 à 11 de l'arrêté-loi du 26 mai 1944. Il n'a pu obtenir de renseignements sur ce point de la part du délégué du Ministre. Or les articles 1er et 2 ne présentent plus d'intérêt que dans la mesure où, pour les infractions qu'ils énumèrent, l'instruction est faite par l'auditeur militaire (articles 3 à 5). Etant donné la période pendant laquelle ces infractions doivent avoir été commises pour que l'arrêté-loi leur soit applicable, il apparaît que les articles 3 à 5 ne trouvent plus à s'appliquer.

En tout état de cause, même si ces articles 3 à 5 étaient maintenus, l'avant-projet de loi devrait modifier l'article 3, alinéa 2, et l'article 5, alinéa 3, attribuant certaines compétences au deuxième juge civil qui fait partie des chambres composées conformément à l'article 6, lequel est abrogé par l'avant-projet. De même, l'article 5 de la loi du 1er juin 1949 devrait être revu.

En conclusion, sauf si l'intention du Gouvernement était de maintenir les dispositions précitées pour des motifs

.../...

qu'il conviendrait dès lors d'exposer, le Conseil d'Etat propose d'abroger intégralement l'arrêté-loi du 26 mai 1944 ainsi que les articles 2 et 5 de la loi du 1er juin 1949 et de prévoir, à titre transitoire, que les infractions visées aux articles 1er et 2 de l'arrêté-loi du 26 mai 1944 et à l'article 5 de la loi du 1er juin 1949 sont soumises aux juridictions militaires ordinaires.

Le texte suivant est proposé :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté-loi du 26 mai 1944 relatif à la compétence et à la procédure en matière de crimes et délits contre la sûreté de

.../...

l'Etat, modifié par les arrêtés-lois du 9 janvier 1945, du 4 mai 1945, du 18 décembre 1945 et du 30 janvier 1946;

2° les articles 2 et 5 de la loi du 1er juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix.

Article 2.-

A titre transitoire, les infractions visées aux articles 1er et 2 de l'arrêté-loi du 26 mai 1944 et à l'article 5 de la loi du 1er juin 1949 sont soumises aux juridictions militaires composées conformément à la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire, et statuant selon les règles ordinaires de procédure.

Les recours contre les décisions rendues par les juridictions militaires composées conformément à l'arrêté-loi du 26 mai 1944, qui sont de la compétence des juridictions militaires, sont portés devant ces juridictions composées conformément à la loi du 15 juin 1899 précitée.

Donné à

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Le Ministre de la Défense nationale,".

---

1. De besluitwet van 26 mei 1944 betreffende de bevoegdheid en de rechtspleging inzake misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat kan als volgt worden samengevat :

1.1. Luidens de artikelen 1 en 2 worden de daders en mededaders van en de medeplichtigen aan de misdrijven bedoeld in de door die artikelen opgesomde bepalingen, gevonnist door de militaire rechtbanken, overeenkomstig de bepalingen van de besluitwet en "de niet strijdige bepalingen van de wetten van militaire strafvordering".

Dergelijke bevoegdheid wordt beperkt in de tijd, namelijk "totdat het leger op voet van vrede wordt hersteld, en ten laatste tot het verstrijken van de twaalf maanden die volgen op de totale bevrijding van het grondgebied waarvan de datum bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld".

Het besluit van de Regent van 18 september 1945 heeft voormelde datum bepaald op 15 februari 1945.

Twee bijzondere bepalingen hebben de periode verlengd gedurende welke de overeenkomstig de besluitwet samengestelde militaire gerechten bevoegd zijn; het gaat om :

a) artikel 11 van de besluitwet, dat als volgt luidt :

> "Bij het verstrijken van het in artikel 1 bepaalde tijdperk, blijven de krachtens deze besluitwet bevoegde rechtbanken, overeenkomstig de bepalingen van deze besluitwet, kennis nemen van de misdrijven die daarbij vroeger aanhangig werden gemaakt en van die welke reeds het voorwerp van een onderzoek uitmaakten".

.../...

b) artikel 5 van de wet van 1 juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, dat als volgt luidt :

"De militaire rechtscolleges, die samengesteld zijn overeenkomstig de besluitwet van 26 mei 1944, gewijzigd bij de besluitwetten van 18 september 1944, 9 januari 1945, 4 mei 1945, 18 december 1945 en 30 januari 1946, nemen kennis van de misdrijven voorzien bij hoofdstuk II van titel I van boek II van het Wetboek van strafrecht die vóór 9 mei 1945 werden gepleegd en waarover een onderzoek werd ingesteld, na het terugbrengen van het leger op vredesvoet; zij nemen bovendien kennis van de bij hetzelfde hoofdstuk van het Wetboek van strafrecht bepaalde misdrijven, die bij hen aanhangig waren gemaakt vóór het terugbrengen van het leger op vredesvoet, en van diegene waarover reeds een onderzoek is ingesteld".

1.2. De artikelen 3 tot 5 handelen over het onderzoek. Dit wordt toevertrouwd aan de krijgsauditeur die de aan de gerechtelijke commissie opgedragen ambtsbezigheden uitoefent.

Artikel 5 betreft de voorlopige hechtenis.

1.3. De artikelen 6, 6bis, 7, 7bis, 7ter en 8 zijn bepalingen die de rechterlijke organisatie betreffen.

Artikel 6 richt in de krijgsraden kamers op die samengesteld zijn uit twee burgerlijke magistraten - onder wie de voorzitter - en drie militairen.

Artikel 6bis stelt kamers in die samengesteld zijn uit een burgerlijk magistraat-voorzitter en twee militairen.

.../...

Het voorlaatste lid van het artikel luidt als volgt :

"Het openbaar ministerie dagvaardt vóór die kamers slechts de zaken waarin het acht de toepassing van een vrijheidsstraf van meer dan vijftien jaar niet te moeten vorderen".

Artikel 7 heeft betrekking op de inrichting van het militair gerechtshof. Terwijl de artikelen 7bis en 7ter de gevallen regelen waarin de burgerlijke magistraten van de vorengenoemde rechtsmachten benoemd of afgevaardigd zijn "tot ambten bij een hogere burgerlijke rechtsmacht", heeft artikel 8 betrekking op het opmaken van de lijsten van militairen die bekwaam zijn om in de vorengenoemde militaire gerechten zitting te hebben, alsook op hun aanwijzing in die gerechten.

1.4. Artikel 9 treft een regeling inzake het tegensprekelijk karakter van het vonnis en legt de openbaarmaking van bepaalde veroordelingen op.

2. Het voorontwerp van wet heft de artikelen 6, 6bis, 7, 7bis en 8 van de besluitwet van 26 mei 1944 op, die hierboven onder nr 1.3. zijn samengevat. Het schaft bijgevolg de met toepassing van diè bepalingen opgerichte kamers van de krijgsraden en van het militair gerechtshof af. Ten slotte draagt het de kennisneming van de zaken die nog in behandeling zouden zijn, bij wijze van voorzorgsmaatregel op aan de gewone kamers van die gerechten.

+

Gelet op de bovenstaande beschouwingen, is het de Raad van State niet duidelijk waarom de Regering besloten heeft

.../...

de artikelen 1 tot 5 en 9 tot 11 van de besluitwet van 26 mei 1944 te behouden. De Raad heeft daaromtrent van de gemachtigde van de Minister geen inlichting kunnen krijgen. De artikelen 1 en 2 zijn immers alleen nog van belang in zover, voor de aldaar opgesomde misdrijven, het onderzoek wordt verricht door de krijgsauditeur (artikelen 3 tot 5). Gezien de periode gedurende welke die misdrijven gepleegd moeten zijn opdat de besluitwet daarop toepasselijk kan zijn, blijken de artikelen 3 tot 5 geen toepassing meer te vinden.

Hoe dan ook, zelfs indien die artikelen 3 tot 5 behouden bleven, zou het voorontwerp van wet artikel 3, tweede lid, en artikel 5, derde lid, moeten wijzigen, welke bepalingen sommige bevoegdheden toekennen aan de tweede burgerlijke rechter die deel uitmaakt van de kamers die samengesteld zijn overeenkomstig artikel 6, dat door het voorontwerp wordt opgeheven. Ook artikel 5 van de wet van 1 juni 1949 zou moeten worden herzien.

Tenzij het in de bedoeling van de Regering mocht liggen de eerdervermelde bepalingen te handhaven om redenen die dan zouden moeten worden toegelicht, stelt de Raad van State als conclusie voor, de besluitwet van 26 mei 1944 in haar geheel, alsmede de artikelen 2 en 5 van de wet van 1 juni 1949 op te heffen en, bij wijze van overgangsmaatregel, te bepalen dat de misdrijven bedoeld in de artikelen 1 en 2 van de besluitwet van 26 mei 1944 en in artikel 5 van de wet van 1 juni 1949 aan de gewone militaire gerechten onderworpen worden.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Landsverdediging.

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Landsverdediging zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Opgeheven worden :

1° de besluitwet van 26 mei 1944 betreffende de bevoegdheid en de rechtspleging inzake misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat, gewijzigd bij de besluitwetten van 9 januari 1945, 4 mei 1945, 18 december 1945 en 30 januari 1946;

2° de artikelen 2 en 5 van de wet van 1 juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

Artikel 2.-

Bij wijze van overgangsmaatregel worden de misdrijven, bedoeld in de artikelen 1 en 2 van de besluitwet van 26 mei 1944 en in artikel 5 van de wet van 1 juni 1949, onderworpen aan de

.../...

militaire gerechten samengesteld overeenkomstig de wet van 15 juni 1899 inhoudende titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger en uitspraak doende volgens de gewone procedureregels.

Beroepen tegen de beslissingen gewezen door de militaire gerechten samengesteld overeenkomstig de besluitwet van 26 mei 1944, die tot de bevoegdheid van de militaire gerechten behoren, worden gebracht voor die gerechten samengesteld overeenkomstig de eerdervermelde wet van 15 juni 1899.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Landsverdediging,".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU,
de Heren :

A. VANWELKENHUYZEN,
P. FINCOEUR,

C. DESCHAMPS,

J. DE GAVRE,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.